02B-212000335-20211217-2021-01-12-33-DE

ccusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/12/2021

our l'autorité compétente par délégation





Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Bastia du vendredi 17 décembre 2021

Objet : Création du poste de directeur de la tranquillité publique

Date de la convocation : vendredi 10 décembre 2021

Date d'affichage de la convocation: vendredi 10 décembre 2021

L'an deux mille vingt et un, le 17 décembre 2021 à 17h00, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée :	42	
Nombre de membres en exercice :	42	
Quorum:	14	
Nombre de membres présents :	29	
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.		

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre; Madame de GENTILI Emmanuelle; Monsieur MILANI Jean-Louis; Madame LACAVE Mattea; Monsieur TIERI Paul; Madame PIPERI Linda; Monsieur MASSONI Jean-Joseph; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine; Madame POLISINI Ivana; Monsieur PERETTI Philippe; Madame ORSINI-SAULI Laura; Monsieur LUCCIONI Don Petru; Monsieur DALCOLETTO François; Monsieur FABIANI François; Madame FILIPPI Françoise; Monsieur GRASSI Didier; Monsieur LINALE Serge; Madame LUCIANI Emmanuelle; Madame MANGANO Angelina; Madame MATTEI Mathilde; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre; Monsieur PIERI Pierre; Madame TIMSIT Christelle; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia; Madame SALGE Hélène; Monsieur ZUCCARELLI Jean; Madame ALBERTELLI Viviane; Monsieur MORGANTI Julien.

<u>Etaient absents</u>: Madame COLOMBANI Carulina; Madame BELGODERE Danièle; Madame VESPERINI Françoise; Monsieur De CASALTA Jean-Sébastien; Monsieur TATTI François; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin

Ont donné pouvoir :

Monsieur Gilles SIMEONI à Monsieur Pierre SAVELLI

Monsieur De ZERBI Lisandru à Monsieur François FABIANI;

Madame CARRIER Marie-Dominique à Madame Françoise FILIPPI;

Monsieur DEL MORO Alain à Madame Mattea LACAVE;

Monsieur GRAZIANI Antoine à Monsieur Paul TIERI;

Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur Paul TIERI;

Madame PELLEGRI Leslie Madame Jéromine VIVARELLI MARI;

Monsieur ROMITI Gérard à Monsieur Jean Joseph MASSONI

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :

Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

2021/DEC/01/33 Page 1 sur 3

02B-212000335-20211217-2021-01-12-33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/12/2021 Affichage : 28/12/2021

our l'autorité compétente par délégation Le conseil municipal,



Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 3-3 2°;

Vu la délibération de notre collectivitén°2021/NOV/01/28 en date du 10 novembre 2021 portant approbation du tableau des emplois de la ville ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances et de la transparence publique en date du 14 décembre 2021 :

Considérant que lors de notre conseil municipal en date du 10 novembre 2021, un poste de directeur de la tranquillité publique a été créé ;

Considérant que ce poste est à pourvoir par voie de mutation, détachement ou concours, c'està-dire à destination des personnels statutaires.

Considérant que ce dernier aura sous sa responsabilité le service de la police municipale, le service « brigade verte » et la mise en œuvre du plan communal de sécurité.

Le directeur aura pour missions de :

- Participer à l'élaboration des politiques de tranquillité publique, de prévention et de lutte contre les incivilités:
- Mettre en œuvre les orientions fixées en la matière par l'exécutif municipal.
- Assurer la mise en œuvre du plan communal de sécurité;

Ses activités principales seront de :

- Organiser, animer et diriger l'activité des services de la police municipale et de la brigade verte ;
- Développer les outils de pilotage et d'évaluation de l'activité de la direction ;
- Elaborer et suivre l'exécution du budget alloué à la direction ;
- Tenir informé l'autorité municipale de l'action des services par la rédaction de notes et rapports d'activité et formule des propositions en vue d'améliorer le service rendu ;
- Assurer une veille juridique réglementaire et législative ;
- Anticiper sur les évolutions nécessaires et faire des propositions en ce sens ;
- Représenter la collectivité auprès des divers partenaires (Police nationale, préfecture, communauté d'agglomération etc...);
- Travailler en transversalité avec les autres services de la ville;
- Assurer le suivi et la mise en œuvre des contrats nécessaires au bon fonctionnement des services;
- Veiller à la mise à jour régulière du Plan communal de sauvegarde et représenter la ville lors des cellules de crises en préfecture ;

Considérant que dans l'hypothèse où l'appel à candidatures statutaires s'avérerait infructueux, il est proposé la création d'un emploi de catégorie A d'attaché ou de directeur de police municipale pouvant être pourvu par un agent non titulaire, conformément aux termes de l'article 3-3 2° de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Considérant que le contrat est conclu pour une durée de 3 ans renouvelable;

Considérant que le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse ;

Considérant que la durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans ;

2021/DEC/01/33 Page **2** sur **3**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02B-212000335-20211217-2021-01-12-33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/12/2021 Affichage: 28/12/2021

rautorité compétente Constidérant qu'à l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée :

> Considérant que l'agent devra justifier d'un niveau de recrutement justifier d'un niveau de recrutement au minimum égal à Bac + 3 pour un recrutement relevant du cadre d'emploi des attachés ou des directeurs de police municipale et justifier si possible d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine concerné;

> Considérant que la rémunération sera calculée par référence à la grille de rémunération d'emploi des attachés ou des directeurs de police municipale ;

> Considérant que l'agent percevra le régime indemnitaire correspondant à son grade de rattachement.

Après avoir entendu le rapport de Didier GRASSI,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

A la majorité des votants, Madame GRAZIANI-SANCIU Livia; Madame SALGE Hélène; Monsieur ZUCCARELLI Jean ayant voté contre ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien s'étant abstenus.

Article 1:

Approuve la création du poste directeur de la tranquillité publique.

Article 2:

Précise que dans l'hypothèse où l'appel à candidatures statutaires s'avérerait infructueux, il sera proposé la création d'un emploi de catégorie A d'attaché ou de directeur de police municipale pouvant être pourvu par un agent non titulaire, conformément aux termes de l'article 3-3 2° de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Cet agent sera recruté pour une durée de 3 ans renouvelable.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

- Niveau de recrutement : l'agent devra justifier d'un niveau de recrutement au minimum égal à Bac + 3 pour un recrutement relevant du cadre d'emploi des attachés ou des directeurs de police municipale et justifier si possible d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine concerné.
- Niveau de rémunération : La rémunération sera calculée par référence à la grille de rémunération du cadre d'emploi des attachés ou des directeurs de police municipale. L'agent percevra le régime indemnitaire correspondant à son grade de rattachement.

Article 3 : Précise que les crédits seront inscrits au budget 2022.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Pierre Savelli

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la combigné par afficielles SAVELLI Mairie. Date: 28/12/2021

Qualité MAIRE Page 3 sur 3